



Conseil de sécurité

Syrie - Briefing

Volet politique

New York, le 28 février 2023

Déclaration de la Suisse

Madame la Présidente,

Je souhaite m'exprimer maintenant à titre national sur la situation politique en Syrie.

Nous venons de le dire, les tremblements de terre du 6 février et leurs nombreuses répliques ont décimé des communautés entières au nord et au nord-ouest du pays.

Le témoignage de Ahmad, membre d'une organisation de la société civile active dans la province d'Alep, illustre cette situation tragique :

« En quelques instants, tout le monde est devenu une victime. Les civils, les travailleurs humanitaires, et même les policiers, les ambulanciers et le personnel de la défense civile, tous ont été victimes de ce tremblement de terre dévastateur. 80 [quatre-vingts] secondes ont suffi pour changer la vie là-bas. »

Pour ces Syriennes et Syriens, ces 80 secondes de tremblement de terre se sont ajoutées à douze années d'un conflit qui a fragilisé le socle politique et social de leur pays.

La Suisse remercie l'Envoyé Spécial Pedersen pour son engagement, dès les premières heures et en vertu du mandat que ce Conseil lui a conféré, en faveur des personnes affectées par les tremblements de terre. Dans cette logique, nous saluons les deux réunions de la *Task force humanitaire* tenues sous son égide les 9 et 22 février à Genève, siège de l'ONU en Europe et des principales organisations humanitaires engagées sur le terrain.

La Suisse souhaite également amplifier l'appel de l'Envoyé spécial à un cessez-le-feu au niveau national, et l'encourager à continuer de mener des entretiens avec les principaux acteurs régionaux et internationaux à cet effet. D'Alep à Suweida, de Deir Ez-Zor à Homs, frappes aériennes, attaques indiscriminées et affrontements armés mettent en danger les civils dans l'ensemble du pays et constituent de sérieux freins à l'instauration d'une paix durable. Nous appelons toutes les parties au conflit à respecter leurs obligations de droit international humanitaire et de droits de l'homme et de protéger les civils et le personnel humanitaire.

Madame la Présidente,

Conformément à la résolution 2254 et à l'appel du Secrétaire général dans son étude récente, la Suisse appelle à faire toute la lumière sur le sort des personnes détenues et disparues.

Les proches de ces personnes disparues comptent parmi les 15,3 millions de Syriennes et de Syriens qui dépendent de l'aide humanitaire. Ils comptent parmi les millions de réfugiés syriens dans le monde. Et certains d'entre eux ont encore perdu des membres de leurs familles durant les 80 secondes où la terre a violemment tremblé.

Accorder à ces proches le droit de savoir, c'est ouvrir la porte à une solution politique, qui demeure la seule issue possible au conflit.

Je vous remercie.

UNOFFICIAL TRANSLATION

Madam President,

I wish to now speak in my national capacity on the political situation in Syria.

As we have just said, the earthquakes of 6 February and their numerous aftershocks have decimated entire communities in the north and northwest of the country.

The testimony of Ahmad, a member of a civil society organisation active in Aleppo province, illustrates this tragic situation:

"In a few moments, everyone became a victim. Civilians, aid workers, and even police, ambulance and civil defense personnel, all fell victim to this devastating earthquake. 80 seconds was enough to change life there."

For these Syrians, those 80 seconds of earthquake came on top of twelve years of conflict that have undermined the political and social foundation of their country.

Switzerland is grateful to Special Envoy Pedersen for his commitment to the people affected by the earthquakes, from the very beginning and in accordance with the mandate given to him by this Council. In this context, we welcome the two meetings of the Humanitarian Task Force held under his aegis on 9 and 22 February in Geneva, the headquarters of the UN in Europe, and of the main humanitarian organisations involved on the ground.

Switzerland would also like to amplify the Special Envoy's call for a national ceasefire and encourage him to continue to hold talks with the main regional and international actors to this end. From Aleppo to Suweida, from Deir Ez-Zor to Homs, airstrikes, indiscriminate attacks and armed clashes are endangering civilians across the country and seriously hampering the achievement of a lasting peace. We call on all parties to the conflict to respect their obligations under international humanitarian law and human rights law and to protect civilians and humanitarian personnel.

Madam President,

In accordance with Resolution 2254 and the appeal of the Secretary-General in his recent study, Switzerland calls for the fate of the detained and missing persons to be fully clarified.

Relatives of missing persons are among the 15.3 million Syrians who depend on humanitarian aid. They are among the millions of Syrian refugees around the world. And some of them again lost family members during the 80 seconds of violent earthquake.

Giving these relatives the right to know opens the door to a political solution, which remains the only way out of the conflict.

Thank you.